

Paris le 22 juin 2013

La Syrie après le Sommet du G8 de Lough Erne.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Le bilan du G8 qui vient de se tenir en Irlande du Nord peut paraître maigre. La déclaration sur la Syrie prévoit en effet la relance de la conférence de Genève, sans évoquer le départ de Bachar el Assad comme le souhaitaient les Occidentaux. Il est vrai que, sur ce point, la barre avait été placée assez haut avec la multiplication des déclarations dénonçant le soutien russe au président syrien. Le premier ministre canadien, faisant clairement dans la surenchère, avait même envisagé d'isoler la Russie, en organisant une réunion sur la Syrie au format 7+1.

Du côté russe, la multiplication des déclarations sans fioritures de M. Poutine sur l'aveuglement des Occidentaux et sa détermination à poursuivre des livraisons d'armes au gouvernement Assad n'était pas faite pour détendre l'atmosphère.

Aussi, après le bruit qui avait un temps couru que le sommet pourrait se conclure sans parvenir à adopter une déclaration sur la Syrie, l'accord qui s'est fait sur le texte est apparu comme un heureux dénouement. Cette lecture positive apparaît à travers les commentaires officiels, notamment anglais et canadiens ; c'est d'autant plus remarquable que ces deux pays sont les moins suspects de sympathies à l'égard des positions russes.

M. Cameron s'est félicité de l'adoption de la déclaration, parlant même d'« avancée ». Lors de sa conférence de presse, M. Harper, qui est probablement le dernier dirigeant occidental clairement néo-conservateur dans la lignée de G. Bush, a estimé que l'issue du sommet était meilleure que ce qu'on pouvait en attendre, et considéré qu'il y avait eu une évolution très significative de la part de M. Poutine.

C'est lors de la réunion bilatérale entre les présidents américain et russe qu'une étape a très probablement été franchie à Lough Erne. Pourtant la réunion se serait tenue dans une atmosphère glaciale, selon la presse occidentale qui a largement diffusé une photo où l'on voit les deux présidents dans une attitude franchement crispée. La presse russe retient une image nettement moins réfrigérante. Et sur la photo reprise par la presse en Israël, les deux hommes se serrent la main. La lecture que les medias font de l'évènement ouvre manifestement la porte à des interprétations différentes. Une chose paraît claire pourtant : des choses se sont débloquentes même si beaucoup de chemin reste encore à faire. Les deux présidents ont convenu de poursuivre la discussion lors du sommet US/Russie au début septembre, laissant aux ministres le soin de poursuivre les discussions.

On peut sans risque de se tromper en conclure que Moscou et Washington ont décidé de reprendre les choses en main. L'approche qui consistait à tenter de marginaliser Moscou n'est plus à l'ordre du jour et c'est tant mieux. L'issue de la crise syrienne repose désormais sur l'accord des deux capitales ; quant à leurs partenaires ils devront se préparer à jouer les seconds rôles.

Il est fort probable que du côté russe on ne cherchait pas l'affrontement pour l'affrontement mais que l'objectif était de bien faire comprendre aux Occidentaux qu'il était inutile de chercher à forcer la main de Moscou ; des signaux avaient d'ailleurs été envoyés avant la réunion pour indiquer

une volonté de dialogue. Du côté américain, le président Obama avait précisé sa position dans une interview donnée juste avant de quitter Washington, à la fois ferme mais précise, et qui avait l'avantage de ne pas fixer une ligne formellement contraignante: d'une part les États-Unis ont des intérêts dans la région et ils ne peuvent laisser s'installer le chaos au voisinage de la Jordanie et d'Israël ; et d'autre part il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis d'armer des groupes combattants qui ne leur sont pas favorables. De plus Washington vient de décider de laisser en Jordanie les avions et les missiles qui ont participé à un exercice ; ceci constitue une claire affirmation de la volonté américaine de s'impliquer davantage.

A travers tout ce qui a été rapporté, notamment sur les blocages de M. Poutine, il semble bien que l'on s'oriente vers un accord sur l'avenir de M. Assad. Selon le « Guardian » le président russe serait d'accord sur le principe de son départ, tout en étant opposé à ce que ceci puisse être formalisé par écrit. Cette interprétation semble en accord avec les propos de M. Cameron pour qui la référence à la formation d'un gouvernement de transition avec des pouvoirs exécutifs, tel qu'elle figure dans la déclaration finale, exclue clairement le maintien de M. Assad.

La question de la Coalition de l'opposition n'a pas été évoquée dans la déclaration ; il est difficile toutefois de penser qu'elle n'ait pas été abordée. On peut d'ailleurs constater que Moscou n'a pas cherché à pousser l'avantage tant les difficultés dans lesquelles se débat la Coalition sont patentées. De manière discrète le vice-ministre russe s'est contenté d'inviter les Américains et les Européens à en faire davantage avec les forces d'opposition en Syrie, une façon de dire que Moscou s'intéresse à la question, sans chercher à compliquer la tâche de ses partenaires.

Une dernière prise de position retient l'attention : celle de M. Hollande qui, désormais, n'exclut pas que l'Iran puisse participer à la Conférence de Genève. N'est-ce pas très discrètement un changement majeur qui serait en train de s'esquisser ?

Au cours du sommet, la question des livraisons d'armes à l'opposition a fait l'objet d'un certain nombre de prises de position, M. Cameron affichant sur ce point une détermination certaine. Pourtant il n'est pas sûr que les positions martiales du premier Ministre passent aussi bien à Londres. A peine le « Times » venait-il de publier en première page un article faisant état d'un plan agréé de longue date en vue d'appuyer un « *regime change* » façon Bush en Syrie, que M. Roland Dumas confirmait à la télévision française l'existence d'une telle réflexion à Londres. Les choses pourraient se compliquer car le très populaire Maire de Londres, ajoutant sa voix à celle du chef des Libéraux-Démocrates vient de se déclarer ouvertement opposé à des livraisons d'armes ; pour sa part le « *speaker* » de la Chambre des Communes a demandé l'ouverture d'un débat au Parlement.

Comme Montesquieu ou Voltaire, on serait tenté de penser qu'il y a des exemples à prendre dans le fonctionnement du pouvoir chez nos voisins.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagissez](#)